



# Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE



*LE RELAIS POUR L'EMPLOI*  
Rapport du Commissaire Aux Comptes  
sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 Décembre 2023



[www.cabinet-collet.org](http://www.cabinet-collet.org)

---

# Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2023

---

## LE RELAIS POUR L'EMPLOI

6 Rue Louis Pasteur  
35 240 RETIERS



**Cabinet Collet**

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

Olivier COLLET & Noël GUERIN

*Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes Associés*

**LE RHEU**

1, passage des Sports  
BP 35202  
35650 Le Rheu  
Tél : 02 99 60 89 18  
[www.cabinet-collet.org](http://www.cabinet-collet.org)

**BEGARD**

27, rue de Gra-Vur  
22140 Bégard  
Tél : 02 96 45 33 63

**CESSON-SEVIGNE**

1, rue de Paris  
Immeuble Atalis 1  
35510 Cesson - Sevigné  
Tél : 02 99 53 23 23

SARL au capital de 702 000 € - Siret: 83025581600019 - APE : 6920Z - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de la Région de Bretagne

# *Cabinet COLLET*

**Commissaire Aux Comptes**

~

**Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z**

## **Association Le Relais Pour l'Emploi**

6 Rue Louis Pasteur

35 240 RETIERS

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 25 Juin 2024

**Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2023**

# Cabinet COLLET

## Commissaire Aux Comptes

~

Siret : 830 255 816 00019- A.P.E. : 69.20Z

## Sommaire

### Contenu

1 – Opinion .....	3
2 – Fondement de l'opinion .....	3
2.1 – Référentiel d'audit .....	3
2.2 – Indépendance .....	3
3 – Justification des appréciations .....	4
4 – Vérification spécifiques .....	4
5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels .....	4
6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels .....	5

# Association Le Relais Pour l'Emploi,

Exercice clos le 31 Décembre 2023,

Rapport du Commissaire Aux Comptes  
sur les Comptes annuels

A l'Assemblée Générale,

## 1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Le Relais Pour l'Emploi relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## 2 – Fondement de l'opinion

### 2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### 2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### 3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association et exposés dans votre annexe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les produits les plus importants et les principales charges, sont respectivement les prestations et subventions, puis les charges de personnel nécessaires à la réalisation de vos activités. Il nous importe de vérifier régulièrement leur justesse comptable. Ainsi, nous avons vérifié par sondage l'attribution des subventions et le paiement de celles-ci. S'agissant des charges de personnel, nous avons notamment vérifié leur montant brut, les charges sociales afférentes et les provisions qui en découlent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### 4 – Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier adressé aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### 5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle

estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité

de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU  
Le 13 Juin 2024,

SARL CABINET COLLET  
Commissaire aux Comptes

Noël GUERIN  
Associé

## ■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Autres immobilisations incorporelles	22 587	18 224	4 363	5 949
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	203 520	82 170	121 350	134 221
Constructions	337 398	184 098	153 300	164 643
Installations techniques, matériels et outillages industriels	134 721	111 963	22 758	27 929
Autres immobilisations corporelles	207 098	147 856	59 242	66 476
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	1 158		1 158	1 158
Prêts	13 452		13 452	13 452
Autres immobilisations financières	1 120		1 120	1 120
Total I	921 054	544 311	376 742	414 948
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	1 782		1 782	
Avances et acomptes versés sur commandes				1 078
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	139 521	2 272	137 249	121 280
Autres créances	63 485		63 485	209 247
<b>Autres postes de l'actif circulant</b>				
Valeurs mobilières de placement	101 355	4 674	96 680	91 374
Disponibilités	554 915		554 915	424 211
Total II	861 057	6 946	854 111	847 191
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 782 110</b>	<b>551 257</b>	<b>1 230 853</b>	<b>1 262 139</b>
<b>Legs nets à réaliser :</b> <b>acceptés par les organes statutairements compétents</b> <b>autorisés par l'organisme de tutelle</b> <b>Dons en nature restant à vendre :</b>				

## Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Autres fonds propres	13 580	13 580
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Autres fonds propres	9 375	16 875
<b>Réserves</b>		
<b>Report à nouveau</b>	<b>666 522</b>	<b>578 073</b>
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 273	88 449
Situation nette (sous-total)	688 205	696 978
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>158 603</b>	<b>197 574</b>
Total I	846 809	894 552
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Fonds dédiés</b>	<b>35 042</b>	<b>31 620</b>
Total II	35 042	31 620
<b>PROVISIONS</b>		
<b>Provisions pour risques</b>		<b>6 014</b>
<b>Provisions pour charges</b>	<b>64 484</b>	<b>54 555</b>
Total III	64 484	60 569
<b>DETTES</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	<b>31 884</b>	<b>38 241</b>
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>	<b>32</b>	<b>32</b>
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>15 175</b>	<b>17 067</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>223 663</b>	<b>187 294</b>
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>		<b>10 265</b>
<b>Autres dettes</b>	<b>3 766</b>	
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>10 000</b>	<b>22 500</b>
Total IV	284 519	275 399
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 230 853</b>	<b>1 262 139</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	31 884	
Dont à moins d'un an (a)	252 636	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
<b>Cotisations</b>	<b>4 670</b>	<b>4 755</b>
<b>Ventes de biens et de services</b>		
Ventes de biens	145 521	141 053
Dont ventes de dons en nature		42 668
Ventes de prestations de services	856 548	977 241
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	648 513	572 400
Ressources liées à la générosité du public		500
Dont Mécénats		500
Contributions financières	3 800	
<b>Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges</b>	<b>13 860</b>	<b>28 783</b>
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	<b>5 578</b>	<b>1 792</b>
<b>Autres produits</b>	<b>1 082</b>	<b>15 132</b>
Total I	1 679 572	1 741 656
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
<b>Achats de marchandises</b>		<b>970</b>
<b>Autres achats et charges externes</b>	<b>208 358</b>	<b>201 972</b>
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>23 366</b>	<b>24 157</b>
<b>Salaires et traitements</b>	<b>1 198 436</b>	<b>1 180 488</b>
<b>Charges sociales</b>	<b>219 395</b>	<b>213 233</b>
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</b>	<b>70 451</b>	<b>62 223</b>
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>9 929</b>	<b>6 014</b>
<b>Autres charges</b>	<b>239</b>	<b>3 815</b>
Total II	1 730 174	1 692 873
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-50 602</b>	<b>48 783</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>Autres intérêts et produits assimilés</b>	<b>5 722</b>	<b>1 783</b>
<b>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</b>	<b>4 154</b>	
Total III	9 876	1 783
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
<b>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</b>		<b>6 488</b>
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>466</b>	<b>602</b>
Total IV	466	7 090
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>9 410</b>	<b>-5 308</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-41 193</b>	<b>43 475</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
<b>Sur opérations de gestion</b>	<b>767</b>	<b>2 850</b>
<b>Sur opérations en capital</b>	<b>3 158</b>	<b>2 300</b>
<b>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</b>	<b>39 281</b>	<b>40 719</b>
Total V	43 205	45 868
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
<b>Sur opérations de gestion</b>	<b>1 865</b>	
<b>Sur opérations en capital</b>	<b>628</b>	<b>675</b>
Total VI	2 493	675
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>40 712</b>	<b>45 193</b>
Impôts sur les bénéfices (VIII)	792	219
Total des produits (I+III+V)	1 732 653	1 789 307
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 733 925	1 700 857
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-1 273</b>	<b>88 449</b>

## ■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : LE RELAIS POUR L'EMPLOI

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 230 853 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 1 273 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/06/2024 par les dirigeants de l'association.

### **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre**

L'association a pour but de maintenir, développer et garantir un espace réel de travail à l'intention des personnes pour lesquelles les perspectives d'emploi s'amenuisent.

Les objectifs de l'association se traduisent par des actions concrètes visant à :

- développer des solidarités,
- donner la parole et faire participer les personnes bénéficiant des activités de l'association, aux actions et réflexions de celles-ci,
- favoriser la formation et l'orientation des travailleurs privés ou éloignés d'emploi,
- mettre en œuvre tous les moyens visant l'insertion des personnes privées ou éloignées de l'emploi par l'activité économique,
- participer à la recherche d'emplois sur le secteur d'agrément de l'association
- travailler dans un concept de développement durable, en partenariat avec les différentes structures associatives, politiques, économiques et sociales sur le secteur d'agrément de l'association, dans une dynamique de développement local.

L'association se donne tous les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de ces objectifs à travers ses activités, liste non exhaustive :

- le Relais, association intermédiaire, créé en 1986, « ayant pour objet l'embauche de personnes en recherche d'emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en vue de faciliter leur insertion professionnelle en les mettant à titre onéreux à disposition de personnes physiques et personnes morales » ,
- Le Parc Mob, « la solution de mobilité », mis en place en 1992 en partenariat avec la Mission Locale, le SIVOM (aujourd'hui les communautés de communes et d'agglos) et le C.D.A.S. , ayant pour objet de répondre localement aux besoins de mobilité, via la location de scooters à tarifs préférentiels »,
- L'activité occupationnelle à vocation sociale, née en 2006 à l'occasion de la création d'un jardin collectif, « ayant pour objet, dans une démarche collective, d'être un lieu de création, de renforcement du lien social

## ■ Règles et méthodes comptables

pour les personnes qui y participent en favorisant la rupture de l'isolement, en suscitant intérêt, créativité et motivation à travers d'ateliers diversifiés (par exemple : le jardinage, la cuisine, la peinture...) et en permettant à chacun de reprendre des repères dans une vie sociale »,

- Le Pays Fait son Jardin , chantier d'insertion créé en 2009, « ayant pour objet d'employer des femmes et des hommes de tout âge, rencontrant des difficultés d'ordre professionnel et/ou personnel à travers la production et la commercialisation de légumes biologiques en permettant à ces personnes de retrouver un emploi et de (re-) construire un projet personnel et professionnel »

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

## ■ Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Aménagements des terrains : 50 ans
- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 3 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

À compter de l'exercice 2023, les aides aux postes ont été comptabilisées en compte 731. Lors de l'exercice précédent, ces aides étaient enregistrées en compte 741.

L'impact de cette modification sur les états financiers de l'association est uniquement lié à la reclassification des aides aux postes et n'affecte pas le résultat global de l'exercice.

### Autres éléments significatifs

Provision pour indemnités de fin de carrière :

Les comptes 2023 ont été arrêtés avec la méthode de calcul prévoit une indemnité en fonction de la durée de présence de la manière suivante :

- Moins de 5 ans de présence = 5% du salaire brut mensuel par année de présence.
- 5 à moins de 10 ans de présence = 10 % du salaire brut mensuel par année de présence.
- 10 à moins de 15 ans de présence = 15 % du salaire brut mensuel par année de présence.
- 15 à moins de 20 ans de présence = 20 % du salaire brut mensuel par année de présence.
- 20 à moins de 25 ans de présence = 25 % du salaire brut mensuel par année de présence.
- plus de 25 ans de présence = 30 % du salaire brut mensuel par année de présence.

Une indemnité de fin de carrière est comptabilisée à hauteur de 64,5 K€.

Fonds dédiés :

L'activité du Jardin Social se poursuit avec le projet jardin participatif "Le Biaù Jardin".

Des fonds versés par des organisations privées et dédiés aux investissements en matériels pour l'exploitation des chantiers d'insertion sont repris au rythme des amortissements.

Rémunération des dirigeants :

La divulgation de cette rémunération conduirait à donner une information nominative : nous n'en faisons par conséquent pas mention ici.

Observations :

1) Pour le secteur "Association Intermédiaire Le Relais", le résultat est excédentaire de 28 580 €

2) Pour le secteur "Parc Mob", le résultat est excédentaire de 1846 €

## Faits caractéristiques

3) Pour le secteur "ACI, le pays fait son jardin", le résultat est déficitaire de 27 493 €

4) Pour le secteur "Premières heures en chantier", le résultat est déficitaire de 4 206 €

## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	22 587			22 587
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>22 587</b>			<b>22 587</b>
- Terrains	203 520			203 520
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	213 980		614	213 366
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	117 937	6 095		124 032
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	132 991	3 030	1 300	134 721
- Installations générales, agencements aménagements divers	4 591	2 663		7 254
- Matériel de transport	101 667	13 239	10 858	104 049
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	87 682	6 947		94 629
- Emballages récupérables et divers	1 166			1 166
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>863 535</b>	<b>31 974</b>	<b>12 771</b>	<b>882 737</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 158			1 158
- Prêts et autres immobilisations financières	14 572			14 572
<b>Immobilisations financières</b>	<b>15 730</b>			<b>15 730</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>901 851</b>	<b>31 974</b>	<b>12 771</b>	<b>921 054</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		31 974		31 974
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>31 974</b>		<b>31 974</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions		12 771		12 771
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>		<b>12 771</b>		<b>12 771</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	16 638	1 586		18 224
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>16 638</b>	<b>1 586</b>		<b>18 224</b>
- Terrains	69 299	12 871		82 170
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui	77 390	11 886	614	88 662
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	89 883	5 552		95 436
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	105 063	8 200	1 300	111 963
- Installations générales, agencements aménagements divers	3 843	403		4 245
- Matériel de transport	52 541	19 876	10 229	62 187
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	71 412	9 109		80 521
- Emballages récupérables et divers	835	67		902
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>470 266</b>	<b>67 965</b>	<b>12 143</b>	<b>526 087</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>486 903</b>	<b>69 551</b>	<b>12 143</b>	<b>544 311</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 217 578 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	13 452		13 452
Autres	1 120		1 120
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	139 521	139 521	
Autres	63 485	63 485	
Charges constatées d'avance			
<b>Total</b>	<b>217 578</b>	<b>203 006</b>	<b>14 572</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

#### Produits à recevoir

	Montant
Usagers, produits non facturés	
Divers - produits à recevoir	546
<b>Total</b>	<b>3 742</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r	13 580				13 580
Fonds propres avec droit de r	16 875			7 500	9 375
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	578 073	88 449			666 522
Excédent ou déficit de l'exerci	88 449	-88 449		1 273	-1 273
Situation nette	696 978			8 773	688 205
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	197 574			38 971	158 603
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
<b>TOTAL</b>	<b>894 552</b>			<b>47 743</b>	<b>846 809</b>

### Provisions

## Notes sur le bilan

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
<b>Litiges</b> <b>Garanties données aux clients</b> <b>Pertes sur marchés à terme</b> <b>Amendes et pénalités</b> <b>Pertes de change</b> <b>Pensions et obligations similaires</b> <b>Pour impôts</b> <b>Renouvellement des immobilisations</b> <b>Gros entretien et grandes révisions</b> <b>Charges sociales et fiscales</b> <b>sur congés à payer</b> <b>Autres provisions pour risques et charge</b>	             54 555             6 014	             9 929             	                          6 014             3 722	                          	             64 484             
<b>Total</b>	<b>60 569</b>	<b>9 929</b>			<b>64 484</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
<b>Exploitation</b> <b>Financières</b> <b>Exceptionnelles</b>		9 929   	6 014   3 722		

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 284 519 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	31 884		23 744	8 139
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	32	32		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 175	15 175		
Dettes fiscales et sociales	223 663	223 663		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 766	3 766		
Produits constatés d'avance	10 000	10 000		
<b>Total</b>	<b>284 519</b>	<b>252 636</b>	<b>23 744</b>	<b>8 139</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	6 358			
(**) Dont envers les associés				

#### Charges à payer

	Montant
Frns - fact. non parvenues	
Intérêts courus	
Dettes provis. pr congés à payer	
Personnel - autres charges à payer	
Charges sociales s/congés à payer	
<b>Total</b>	<b>85 044</b>

## ■ Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 932 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		395 089				395 089
Subventions d'exploitati	41 770		211 653			253 423
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse		8 586	23 765		6 930	39 281
						687 793

## Autres informations

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>		
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>		

Aucune contribution volontaire n'est valorisée par l'association en 2023. L'association a estimé que le volume des contributions volontaires qu'elle a recensé n'était ni suffisamment important ni suffisamment évalué de manière fiable pour pouvoir être valorisé.

### Fonds dédiés

### Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports	Utilisations Montant global	Utilisations Dont rembours.	Transferts	A la clôture de l'exercice Montant global	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
	A		B		C	A - B + C	
"Le Biau jardin" Parc mob Parc mob	10 000	10 000 2 000				2 000	
<b>Total</b>	<b>10 545</b>	<b>12 545</b>	<b>1 856</b>			<b>10 689</b>	

## ■ Autres informations

### Contributions financières d'autres organismes

	A l'ouverture de l' exercice	Reports  A	Utilisations  Montant global B	Utilisations  Dont rembours.	Transferts  C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés
COCAGNE Fondation VINCI FAPE EDF COCAGNE		7 000	1 000				
<b>Total</b>	<b>21 074</b>	<b>28 074</b>	<b>3 722</b>			<b>24 353</b>	